

# Editorial

- Archives - Été 2009 -

# Bulletin

Date de mise en ligne : lundi 1er juin 2009

L'observatoire des politiques économiques en Europe

Ce bulletin fête ses 10 ans. Le numéro 1 date de 1999, l'année de la naissance de l'euro et nous aurions aimé que, en 2009, le numéro 20 accompagne un nouveau temps fort de la construction européenne. Hélas, nous sommes contraints à plus de modestie. Aujourd'hui, l'Union européenne est questionnée et, pour tout dire, le faible taux de participation (43%) aux dernières élections européennes pourrait laisser croire que l'Europe suscite le désintérêt. Pourtant, ce taux fut de 62 % lors de la première élection du parlement européen au suffrage universel en 1979. On peut penser que ce chiffre reflétait, avant tout, une attraction pour la nouveauté puisque, depuis lors, à chaque nouvelle élection, il est allé en décroissant. Soit. Mais alors, comment expliquer la participation de pratiquement 70 % au référendum de 2005 en France ? Au-delà de ce taux élevé, on se souvient encore de l'ardeur des débats et de la passion collective pour les questions européennes. Ailleurs qu'en France, surtout si le traité constitutionnel devait être approuvé par une procédure référendaire, on rencontra la même implication démocratique. Sommes nous alors inconstants ou incohérents ? Ce n'est pas si simple.

La question du rapport des citoyens à l'Europe est constituée d'attentes et de frustrations. Nous espérons de l'Europe paix, prospérité et protection. Et l'Europe nous apparaît surtout lointaine et détachée des préoccupations quotidiennes. Pourtant, les européens ont joué le jeu lorsqu'ils ont été appelés la première fois aux urnes en 1979. Ils demandaient à voir. Puis ils ont tiré les conséquences de l'absence de véritable lien politique par des abstentions massives. Mais lorsque les questions de fond ont ressurgi pour le traité constitutionnel, les européens ont de nouveau été présents. L'Europe ne laisse pas indifférent.

La confusion des citoyens face à l'Europe se radicalise en période de crise économique. D'une part, l'Europe ne représente pas l'espace de solidarité à l'intérieur duquel se tisse la cohésion sociale. D'autre part, l'Europe n'a pas les moyens d'activer des politiques économiques vigoureuses et lisibles pour soutenir la conjoncture. En réalité les Etats continuent d'assumer la solidarité et la relance. L'Europe n'est pas assez prégnante.

Bien sûr, les spécialistes des questions européennes peuvent rappeler l'existence des politiques de cohésion ou la fin des crises de change grâce à l'euro. Bien sûr ces mêmes spécialistes déplorent que l'européen moyen ne maîtrise pas assez la complexité institutionnelle de l'Union. Mais le citoyen moyen a saisi ce qui est primordial. Aussi longtemps que l'Europe ne sera pas investie d'un pouvoir politique avec un gouvernement responsable issu des élections, l'essentiel continuera à se jouer au niveau des élections nationales. En attendant l'Europe, les électeurs s'abstiennent.

Depuis 10 ans que ce Bulletin existe, la faiblesse de l'Europe politique a été un sujet récurrent. Naturellement, nous avons toujours abordé l'intégration européenne sous l'angle de l'économie. Désormais, nous souhaitons ouvrir systématiquement notre publication à d'autres disciplines. La grille de lecture s'élargit, mais l'ambition initiale demeure. Des universitaires sortent de leur milieu académique et s'adressent à un public plus large que leurs étudiants et leurs collègues pour apporter leurs analyses et leurs points de vue sur l'Europe en mouvement. Il y a des coïncidences heureuses. En effet, nous espérons que cette volonté d'élargissement disciplinaire à l'occasion du dixième anniversaire du Bulletin pourra s'appuyer sur la richesse et la diversité de la toute nouvelle Université de Strasbourg créée en janvier 2009.

Puisque nous souhaitons l'ouverture, j'ai plaisir à surligner la présence de l'article du Professeur Eric Maulin, un juriste parmi les économistes. L'Europe est ici approchée à travers une réflexion sur un de ses sédiments apparemment les mieux partagés : le principe d'égalité. L'analyse de l'auteur interpelle d'autant plus qu'il aborde ce problème à travers les discussions sur les statistiques ethniques. Nos lecteurs vont ainsi pouvoir constater que l'appel à d'autres disciplines que l'économie offre une plus-value à notre Bulletin.